



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
00000110 /AONO/MINEE/CIPM/2026 DU 31 AOUT 2026
POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MINI ADDUCTION EN EAU POTABLE DANS LA LOCALITE DE EKOUMEYECK AU LIEU-DIT RESIDENCE DE PRESIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL, DANS LA COMMUNE DE NGOMEDZAP, DEPARTEMENT DU NYONG ET SO'O, REGION DU CENTRE (EN PROCEDURE D'URGENCE).

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public de l'exercice 2026, le Ministre de l'Eau et de l'Energie lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de construction d'une mini adduction en eau potable dans la localité de EKOUMEYECK au lieu-dit résidence de Président du Conseil Constitutionnel, dans la Commune de NGOMEDZAP, Département du NYONG et SO'O, Région du Centre (en procédure d'urgence).

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, comprennent :

- Les Travaux de foration ;
- L'Equipement et développement du forage ;
- L'Essai de pompage et l'analyses des eaux ;
- La Fourniture et pose de la pompe de la pompe solaire et désinfection du forage ;
- La Construction d'un château d'eau en BA de 10m³ ;
- La construction d'un réseau de distribution et des bornes fontaines ;
- La construction d'un champ solaire complet avec grillage de protection ;
- La Fourniture de la caisse à outils et formation d'un comité de gestion.

3. Tranche/Allotissement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres se feront en un lot unique :

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel en FCFA à l'issue de l'étude préalable est de quarante millions deux cent cinquante mille (40 250 000) Francs CFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de trois (03) mois.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine de l'hydraulique et ayant réalisé des opérations similaires.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, seront financés par le Budget d'Investissement Public (intervention d'urgence en eau) du Ministère de l'Eau et de l'Energie, Exercice 2026. Imputation 60 32 342 3 32000003 0630 523412.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la

PM

liste figure dans la pièce 14 du DAO d'un montant de : **quatre cent mille (400 000) Fcfa**, assortie du récépissé de consignation (CDEC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de L'Eau et de l'Energie. Direction des Affaires Générales. Service des Marché Publics. 3eme étage de la Tour Immeuble Ministériel N° 1 porte N° 03T12 12, B.P. 70 Yaoundé, Tel (237) 222 22 83 13, dès publication du présent Avis

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu au Ministère de L'Eau et de l'Energie. Direction des Affaires Générales. Service des Marché Publics, 3eme étage de la Tour Immeuble Ministériel N° 1 porte N° 03T12 12, B.P. 70 Yaoundé. Tel (237) 222 22 83 13, dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **quarante mille (40 000) F CFA**. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission. Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en indiquant leur adresse complète. (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

12. Remise des offres

La soumission étant en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **10 SEPT 2026** à 10 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le

domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. L'absence de la mention manuscrite et le non timbrage entraîne l'élimination du candidat.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 10 SEPT 2026 à 11 heures par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie à Yaoundé –Mvog Ada, nouveau bâtiment annexe.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis. (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Le non-respect du format de fichier des offres ;
- L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- La note technique inférieure à 75% de Oui (soit 7 oui sur 9) ;
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, SDPU) ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Les CCAP et CCTP paraphés sur chaque page datés et signés assortis de la mention « lu et approuvé » ;
- L'absence de l'engagement à préfinancer d'un montant égal à 30% du montant de la soumission ;
- L'absence de l'attestation de capacité financière d'un montant $\geq 12\,075\,200$ FCFA
- L'absence de l'attestation de catégorisation.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- La présentation de l'offre ;
- Les références du soumissionnaire ;
- La Qualification et expérience du personnel ;
- Les Moyens logistiques ;
- La Méthodologie.

16. Attribution

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disant et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17. Nombre maximum de lots :

Cet appel d'offres est à lot unique

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau, sise à Mvog Ada BP : 70 Yaoundé ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Yaoundé le 17 AOUT 2026

**Le Ministre de l'Eau et de l'Energie,
Maître d'Ouvrage**

Ampliations :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication) ;
- DAG/MINEE ;
- CIPM/MINEE (pour information) ;
- CHRONO.



Gaston Essomba
Gaston Essomba



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

00000110 /AONO/MINEE/CIPM/2026 OF **17** **AOUT** 2026
FOR THE CONSTRUCTION OF A MINI DRINKING WATER SUPPLY SYSTEM IN THE
LOCALITY OF EKOUMEYECK, AT THE LOCATION KNOWN AS THE RESIDENCE OF THE
PRESIDENT OF THE CONSTITUTIONAL COUNCIL, IN THE COMMUNE OF NGOMEDZAP,
NYONG AND SO'O DEPARTMENT, CENTRAL REGION (UNDER EMERGENCY
PROCEDURE).

1. Purpose of the Invitation to Tender

As part of the implementation of the 2026 Public Investment Budget, the Minister of Water and Energy is launching an Open National Invitation to Tender for the construction of a mini drinking water supply system in the locality of EKOUMEYECK, at the location known as the residence of the President of the Constitutional Council, in the Commune of NGOMEDZAP, Department of NYONG and SO'O, Central Region (under emergency procedures).

2. Scope of Work

The work covered by this Invitation to Tender includes:

- Drilling work;
 - Equipment and development of the borehole;
 - Pumping test and water analysis;
 - Supply and installation of the solar pump and disinfection of the borehole;
 - Construction of a 10m³ reinforced concrete water tower;
 - Construction of a distribution network and standpipes;
 - Construction of a complete solar field with protective netting;
 - Provision of a tool kit and training of a management committee.
3. Phase/Lotting
- The works covered by this Invitation to Tender will be carried out in a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost in FCFA following the preliminary study is **forty million two hundred and fifty thousand (40,250,000) CFA francs.**

5. Estimated Completion Time

The maximum completion time planned by the Contracting Authority for the execution of the works is three (3) months

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open to companies incorporated under Cameroonian law with proven experience in the field of hydraulics and having carried out similar projects.

7. Financing

The works covered by this Invitation to Tender will be financed by the Public Investment Budget (emergency water intervention) of the Ministry of Water and Energy. Fiscal Year 2026. Allocation: 60 32 342 3 32000003 0630 523412.

8. Submission Method

The submission method for this consultation is exclusively online.

9. Bid Security

Each bidder must include with their administrative documents a bid security stamped at the current rate, paid by hand, issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement (a list of which is provided in document 14 of the bidding documents), in the amount of **four hundred thousand (400,000) CFA francs, accompanied by the deposit receipt (CDEC)**, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date. The absence or non-compliance of the bid security will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the tender in question will be considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The Tender Documents may be consulted during business hours at the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Department, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, door No. 03T12 12, P.O. Box 70 Yaoundé. Tel (237) 222 22 83 13, from the date of publication of this Notice.

They may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm) or via any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority (to be specified).

11. Acquisition of the Tender Documents

The Tender Documents (TD) can be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Department, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, door No. 03T12 12, P.O. Box 70 Yaoundé. Tel (237) 222 22 83 13, upon publication of this Notice, upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **forty thousand (40,000) CFA francs**. A copy of the receipt for this payment must be included in the tender documents. When collecting the TD, bidders must register by providing their full address (P.O. Box, Fax, Telephone, etc.).

12. Submission of Bids

As the submission process is online, the bid, written in French or English, must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than **10 SEPT 2026** at 10:00 AM sharp. A backup copy of the bid, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the above statement, within the specified deadline.

File Size and Format

For online submissions, the maximum file sizes for documents transmitted through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

The bidder should use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

13. Admissibility of Bids.

The following will be deemed inadmissible by the Contracting Authority:

- Bids bearing information about the bidder's identity;
- Bids received after the submission deadline;
- Bids not conforming to the submission method;
- Bids without identifying the invitation to Tender;

Any incomplete bid, in accordance with the requirements of the Tender Documents, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees in the field of public procurement, or failure to comply with the templates for the documents in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid security submitted but unrelated to the relevant tender will be considered absent. The bid security submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible. The absence of the handwritten statement and the lack of a stamp results in the candidate's elimination.

14. Opening of Bids

The bids will be opened in a single session on 10 SEPT 2026 at 11:00 AM by the Procurement Commission of the Ministry of Water and Energy in Yaoundé – Mvog Ada, new annex building.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choosing, even in the case of a consortium.

Only bidders may be represented by a single person of their choosing, duly authorized, under penalty of rejection. The required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (3) months old or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of the bid opening, after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Disqualifying Criteria

These include:

- The absence or non-compliance of the bid security at the time of the bid opening;
- Failure to submit, within 48 hours of the bid opening, any document in the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of the bid opening (except for the bid security);
- Failure to comply with the bid file format;
- Failure to provide a backup copy in case of a malfunction of the COLEPS platform;
- False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
- A technical score below 75% (i.e., 7 out of 9 "yes" answers);
- The absence of a sworn statement attesting to the absence of abandoned construction sites during the last three years;
- The absence of a quantified unit price in the financial offer;
- The absence of any element of the financial offer (the tender documents, unit price schedules, bills of quantities, unit price schedules);
- The absence of a dated and signed integrity charter;
- The absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- The General Terms and Conditions of Contract (CCAP) and Technical Specifications (CCTP) initialed on each page and signed with the notation "read and approved.";
- The absence of a commitment to pre-finance an amount equal to 30% of the bid amount;
- The absence of proof of financial capacity in an amount $\geq 12,075,200$ FCFA;
- The absence of the categorization certificate.

15.2. Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders will focus on:

- The presentation of the offer;
- The bidder's references;
- Staff qualifications and experience;

- Logistical resources;
- Methodology.

16. Award

The Minister of Water and Energy will award the Contract to the bidder whose offer is evaluated as the lowest and deemed compliant with the Tender Documents.

17. Maximum number of lots:

This tender is for a single lot.

18. Validity period of offers

Bidders remain bound by their offers for 90 days from the initial deadline for submitting offers.

19. Additional information

Additional information can be obtained during business hours at the Directorate of Water Resource Mobilization, located at Mvog Ada BP: 70 Yaoundé, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or by any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

20. Fight against corruption and bad practices

To report any practices, facts or acts of corruption or bad practices, please call or send an SMS to MINMAP at the following numbers: 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Yaounde on 17 AOUT 2026

The Minister of Water and Energy,
Contracting Authority

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication);
- DAG/MINEE;
- CIPM/MINEE (for information);
- CHRONO/ARCHIVES.



Eloundou Essomba Gaston



DECISION N° 0023 /2026/D/PPRD/SC/CU OF 17/08/2026

AWARDED AFTER CONSULTATION N°002/CF/PPRD/2026 OF 13/07/2026 FOLLOWING AUTHORISATION FOR MUTUAL AGREEMENT N°04506-26/L/PRC/MINMAP/SG/DGMI/DMTR/CE6/BYJ OF 09 JULY 2026 FOR THE ASSESSMENT, IMPLEMENTATION AND MONITORING OF THE ENVIRONMENTAL AND SOCIAL MANAGEMENT PLAN OF THE PPRD.

THE PRESIDENT OF THE STEERING COMMITTEE OF THE PPRD, PROJECT OWNER

- Mindful of the Constitution;
- Mindful of Law N° 2018/011 of 11 July 2018 to lay down the Cameroon Code of Transparency and Good Governance in public finance management;
- Mindful of Law N° 2018/012 of 11 July 2018 relating to fiscal regime of the State and other public entities;
- Mindful of Law No. 2024/013 of 23 December 2024 the finance law of the Republic of Cameroon for the 2025 financial year;
- Mindful of Decree N° 2011/412 of 09 December 2011 reorganizing the Presidency of the Republic;
- Mindful of Decree N° 2011/408 of 09 December 2011 organizing the Government;
- Mindful of Decree N° 2012/075 of 08 March 2012 creating the ministry of public contracts;
- Mindful of Decree N° 2018/366 of 20 June 2018 to institute the Public Contracts Code;
- Mindful of Order N° 075/CAB/PM of 30 July 2024 on the reorganization of Presidential Plan for the Reconstruction and Development of the North West and South West Regions;
- Mindful of Order N° 327/A/MINMAP of 14 November 2024 creating a Special Tenders Board within the Presidential Plan for the Reconstruction and Development of the North-West and South-West Regions;
- Mindful of Order N° 21/CAB/PM of 21 March 2024 to appoint the Chairman of the Pilot Committee of the Presidential Plan for the Reconstruction and Development of the North West and South West Regions;
- Considering The Authorisation of mutual agreement N°04506-26/L/PRC/MINMAP/SG/DGMI/DMTR/CE6/BYJ OF 09 JULY 2026;
- Considering Consultation N°002/CF/PPRD/2026 of 13 July 2026 for the assessment, implementation and monitoring of the environmental and social management plan of the PPRD;
- Considering the award proposal by the Ad-Hoc Committee for evaluation of offers following letter N°090/2026/L/AHC-PPRD/PR of 13 August 2026.

HEREBY DECIDES AS FOLLOWS:

Article 1: The enterprise RISK ENGINEERING AND INTEGRATED MANAGEMENT SYSTEMS SARL (REIMS), with Head Office located at 112 Mandessi Bell, BP 12874 Douala – Cameroon, has been awarded the contract following Consultation N°002/CF/PPRD/2026 of 13 July 2026 following Authorisation of Mutual Agreement N°04506-26/L/PRC/MINMAP/SG/DGMI/DMTR/CE6/BYJ of 09 July 2026 for the assessment, implementation and monitoring of the environmental and social management plan of the PPRD, for amount of Forty-nine million eight hundred and ninety-eight thousand nine hundred and seventy (49,898,970) CFAF and a duration of Three (03) months.

Article 2: The contract forming the subject matter shall be financed by the 2026 Budget of the PPRD.

Article 3: The decision shall be registered and published in the public contracts logbook and wherever need be.

CC:

- MINMAP
- MINFI
- ARMP
- STB/PPRD
- NOTICEBOARD
- ARCHIVES